



CTL Renault Lardy

Lundi 6 novembre 2023

Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les peuples les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide. Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Une solidarité internationaliste à amplifier en France

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans

une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

Ego-trip patronal

Nos (très chers) hauts directeurs vont envoyer du lourd pour essayer de nous vendre leur projet boursier Renault/Ampere. De Meo prépare pour demain un show retransmis à l'amphi Gordini en mode « 2001 odyssée de l'espace »... « l'aube de l'humanité ». Avec distribution de « goodies ».

S'ils se prennent pour des rock-stars, nous, on n'est pas des fans écerclés et ne se laissera pas duper par un t-shirt et un tour de cou gratuits.

Domage, l'argument était calvaudé

Pour ceux qui restent Renault, il n'y avait apparemment pas de budget comm. Un seul mail de la directrice S. Calvo suffit. En plus, elle le termine par un « Ensemble, nous sommes forts. Ensemble, nous sommes Renault ». Et donc, séparés entre Renault et Ampere, on est comment ?

Vivement qu'on leur fiche la trouille

La classification de la nouvelle convention collective, c'est un bonheur pour les patrons. Ce sont eux qui décident où ils placent les postes, ils créent des fiches d'emplois différentes pour les techniciens et les cadres même s'ils occupent le même poste, ils rassemblent des postes différents sur les mêmes fiches d'emplois pour préparer à la polyvalence. Tout ça avec des mini tout mini pour bien écraser les salaires.

Alors, on n'acceptera pas de nous faire diviser et mettre dans des cases. Pour améliorer notre sort (et nos salaires), il n'y a qu'une voie : celle tracée par les travailleurs de l'auto des Etats-Unis, la mobilisation collective par la grève !

Une grève victorieuse qui en appelle d'autres

Commencée fin septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles américains ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne sur 4 ans – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires.

En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat. Une victoire revendiquée par l'UAW, le syndicat de l'automobile, mais surtout obtenue par la détermination des grévistes.

La lutte a payé ! Voilà de quoi nous inspirer de ce côté de l'Atlantique.

L'ennemi c'est le capitalisme !

La chefferie prépare Ampère. Les grands rendez-vous avec le patron c'est pour bientôt mais certains services se mettent déjà en ordre de marche en organisant des réunions et des séminaires. Rien que de très banal si on n'y voyait apparaître des slogans belliqueux et xénophobes insupportables.

Non les travailleurs ne sont pas les ennemis de la Chine, des Chinois ou d'un quelconque autre pays. C'est pour nous l'occasion de rappeler au contraire notre attachement à la solidarité entre les travailleurs de tous pays. C'est le capitalisme qu'il faut abattre.

Loi immigration : hypocrisie macroniste...

Le gouvernement s'apprête à faire voter sa nouvelle loi sur l'immigration. Elle prévoit de durcir la répression et l'expulsion des immigrés sans-papiers, et la création d'un titre de séjour provisoire pour ceux qui travailleraient dans des secteurs où le patronat manque de main-d'oeuvre.

Les macronistes font comme si cet « article 3 » de la loi allait améliorer la vie des immigrés salariés dans les métiers les plus durs et les moins bien payés, mais ce sont surtout les employeurs qui en profiteraient pour attirer la main d'oeuvre dont ils ont besoin sur les chantiers ou dans la restauration... ensuite ils renverront les salariés qui redeviendront sans-papiers.

... et surenchère raciste

La droite et l'extrême-droite s'excitent contre cet « article 3 » sur le titre de séjour provisoire destiné aux « métiers en tension » et menacent de ne pas voter la loi si le gouvernement ne le retire pas. La preuve que LR et le RN sont prêts à s'allier à Macron, à condition que ce soit pour pourrir encore plus la vie des immigrés. Ils veulent même organiser un référendum contre les immigrés et couper aux sans-papiers l'accès aux soins de base.

Et c'est avec ces partis racistes et xénophobes que le gouvernement cherche un compromis pour s'éviter un nouveau 49-3. Face à ceux d'en haut qui cherchent à nous diviser, opposons la solidarité d'en bas, entre travailleurs de toutes les origines.

Guerre à Gaza, les travailleurs peuvent dire non !

En réponse à un appel des syndicats palestiniens aux travailleurs du monde entier de « s'opposer à la production et l'acheminement d'armes vers Israël », plusieurs syndicats belges de la manutention ont exprimé dans un communiqué leur « refus de manutentionner du matériel militaire destiné à la guerre en Palestine ».

On se demande souvent comment agir face au massacre en cours, à part manifester. Puisqu'on fait tourner l'économie, on a aussi les moyens de faire pression sur les gouvernements qui laissent faire ou soutiennent la politique colonialiste d'Israël.